

Pour rester agiles, les entreprises ont besoin des **meilleures conditions-cadre possibles**

18.09.2026

D'un coup d'oeil

- La nouvelle analyse de l'OCDE confirme la grande résilience et agilité de l'économie suisse
- Si les entreprises suisses s'adaptent rapidement aux changements de la situation mondiale, les politiques manquent de détermination dans leur action
- L'OCDE souligne la nécessité de mener des réformes pour réduire la bureaucratie, favoriser l'ouverture internationale et garantir la pérennité des assurances sociales

Lors de sa Journée de l'économie 2026, [economiesuisse](#) a examiné la question de savoir comment la Suisse peut s'affirmer dans un monde marqué par les tensions géopolitiques, les conflits commerciaux et une incertitude croissante. Il est apparu clairement que les entreprises suisses se distinguent par leur grande adaptabilité. Si la croissance économique est inférieure à son potentiel, elle reste toutefois stable compte tenu de la multiplication des crises. Face à l'évolution du contexte, de nombreuses entreprises ont adapté très rapidement leurs processus, leurs chaînes d'approvisionnement et leurs débouchés. Dans ces conditions, il devient cependant de plus en plus difficile de planifier à long terme. À l'heure actuelle, le quotidien des entreprises n'est pas fait de sécurité juridique, mais d'incertitude et d'ajustements de dernière minute. Chaque jour, nombre d'entreprises font face au défi de rester compétitives, de maintenir leurs postes de travail et de créer de la prospérité en Suisse.

Un rapport de l'OCDE confirme ces observations

Une récente analyse de l'OCDE sur la politique économique de la Suisse confirme ces observations. L'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) souligne que, par rapport à d'autres pays, l'économie suisse s'est jusqu'ici révélée particulièrement résiliente. Selon l'OCDE, cette résilience repose entre autres sur des institutions stables, l'ouverture sur le plan commercial, la main-d'œuvre qualifiée, ainsi que sur la capacité des entreprises à s'adapter rapidement à un environnement changeant. La grande agilité des entreprises et de leurs collaborateurs se révèle ainsi de plus en plus être un atout décisif de la place économique dans un monde très volatil.

Les politiques doivent réagir maintenant

L'OCDE souligne toutefois également la nécessité d'agir au niveau des conditions-cadre en matière de politique économique. Pour pérenniser la position forte de la Suisse, il faut que les politiques aient le courage de s'attaquer enfin aux réformes nécessaires.

Les priorités sont une réduction drastique de la bureaucratie, une meilleure interconnexion internationale et la pérennisation des assurances sociales. L'OCDE signale encore l'alourdissement des charges administratives pesant sur les entreprises et réclame une simplification des procédures et de

meilleures conditions-cadre pour les investissements et l'innovation. Elle souligne également l'importance de marchés ouverts, de relations stables avec les principaux partenaires commerciaux et de nouveaux accords de libre-échange. Des réformes sont également nécessaires, selon elle, dans le domaine de la prévoyance vieillesse afin de garantir la stabilité financière de la Suisse à long terme.

L'OCDE confirme ainsi l'une des principales conclusions de la Journée de l'économie: la résilience de la Suisse repose sur des entreprises capables de s'adapter et sur des conditions-cadre solides. Pour maintenir ces atouts, il faut la volonté politique de s'attaquer aux grands dossiers. Il faut cesser de remettre à plus tard la réduction de la bureaucratie, l'amélioration de l'ouverture internationale et le financement pérenne des assurances sociales, car ce sont des conditions essentielles pour renforcer la compétitivité et la prospérité sur la durée. Il convient également de préserver la stabilité et la fiabilité politiques. Dans un monde de plus en plus incertain, cela compte parmi les principaux atouts de la place économique suisse.

Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste,
Vice-président du comité de direction

Guido Saurer

Responsable suppléant du département Politique économique et formation

Corine Fiechter

Responsable de projets Politique économique et formation